



HAL
open science

Les recherches participatives à l'épreuve du politique

Maité Juan

► **To cite this version:**

Maité Juan. Les recherches participatives à l'épreuve du politique. Sociologie du Travail, 2021, 63 (1), 10.4000/SDT.37968 . hal-03943086

HAL Id: hal-03943086

<https://cnam.hal.science/hal-03943086v1>

Submitted on 22 May 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License



Les recherches participatives à l'épreuve du politique

Participatory research under the test of politics

Maité Juan



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/sdt/37968>

DOI : 10.4000/sdt.37968

ISSN : 1777-5701

Éditeur

Association pour le développement de la sociologie du travail

Ce document vous est offert par INIST - Centre national de la recherche scientifique (CNRS)



Référence électronique

Maité Juan, « Les recherches participatives à l'épreuve du politique », *Sociologie du travail* [En ligne], Vol. 63 - n° 1 | Janvier-Mars 2021, mis en ligne le 01 mars 2021, consulté le 22 mai 2024. URL : <http://journals.openedition.org/sdt/37968> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/sdt.37968>

Ce document a été généré automatiquement le 16 février 2023.



Le texte seul est utilisable sous licence CC BY-NC-ND 4.0. Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.

Les recherches participatives à l'épreuve du politique

Participatory research under the test of politics

Maïté Juan

NOTE DE L'ÉDITEUR

Premier manuscrit reçu le 8 janvier 2020 ; article accepté le 12 décembre 2020.

NOTE DE L'AUTEUR

Je remercie chaleureusement Marion Carrel pour son suivi lors de mon post-doctorat sur les recherches participatives et pour ses relectures des diverses versions de cet article, ainsi que Jean-Michel Fourniau pour ses conseils bibliographiques et plus largement le GIS Démocratie et participation et la Fondation de France grâce auxquels cette recherche post-doctorale a été menée. Je remercie également le comité de rédaction de *Sociologie du travail* ainsi qu'Anne Bertrand pour sa disponibilité et le sérieux de son suivi.

- 1 Nébuleuse aux contours mouvants, les recherches participatives connaissent un succès grandissant. Tour à tour leviers de démocratisation de la science et fers de lance des luttes sociales pour la justice cognitive, outils de réflexivité professionnelle, techniques « labellisée » de gouvernement, instruments d'innovation stratégique et de compétitivité marchande, ces démarches de coproduction des savoirs se déploient dans un contexte marqué par plusieurs évolutions majeures. D'une part, la crise de la démocratie représentative se caractérise par une défiance vis-à-vis des formes de gouvernement technocratique excluant les contributions citoyennes au débat public, mais aussi par un « impératif participatif » touchant le monde de la recherche. Dans le contexte de déploiement du capitalisme cognitif, les politiques publiques encouragent

les dynamiques partenariales entre sphères universitaire, associative et entrepreneuriale pour stimuler le développement socio-économique des territoires, l'enrôlement concurrentiel des recherches participatives s'inscrivant alors dans le tournant néo-libéral de la science et de l'action publique. D'autre part, les critiques postcoloniales et féministes du positivisme et les controverses technoscientifiques ont suscité un questionnement sur la pluralisation de la science et interrogé les rapports hiérarchiques dans la production et la validation du savoir scientifique.

- 2 Si ces démarches de coproduction de connaissances entre science et société interrogent l'idée traditionnelle de « neutralité axiologique » du savant (Blondiaux *et al.*, 2016) et reconfigurent les frontières et fondements de l'expertise en questionnant, à des degrés divers, la séparation stricte entre savoirs dits experts (scientifiques et professionnels) et savoirs expérientiels ou profanes, elles n'en forment pas moins une famille vaste et hétéroclite. Elles se caractérisent par une grande diversité de motivations, de visées, de référentiels et de méthodes et touchent des domaines aussi variés que les sciences participatives (Joly *et al.*, 2012 ; Houllier et Merilhou-Goudard, 2016 ; Dias da Silva *et al.*, 2017), le travail social (Bourassa *et al.*, 2010 ; Lyet, 2011 ; Les chercheurs ignorants, 2015 ; Gillet et Tremblay, 2017 ; Foucart et Marynowicz-Hetka, 2018), la santé, en particulier le handicap mental et psychique (Flicker, 2005 ; Godrie, 2017), l'économie sociale et solidaire et le développement territorial local (Fontan, 2010 ; Fontan *et al.*, 2014) ou encore l'éducation (Desgagné, 1997).
- 3 La science a toujours constitué un champ de rapports de force entre différentes autorités pour le monopole, l'imposition et l'inculcation de savoirs légitimes et codifiés. Toutefois, les recherches participatives élargissent la focale, puisqu'elles mettent en tension diverses sources de légitimité se réclamant de principes pluriels d'administration de la preuve, d'évaluation et de validation. En intégrant, selon des échelles et des marges de manœuvre diverses, la participation citoyenne dans la production et la validation de la science, les recherches participatives interrogent le privilège et l'autorité épistémologique des savants, et suscitent, ce faisant, de multiples controverses. En particulier, les recherches participatives mettent en tension de manière inégale les standards de l'objectivité fondés sur une distanciation procédurale et expérimentale vis-à-vis de l'objet de recherche et ceux fondés sur la rupture épistémologique avec la subjectivité. Divers travaux mettent ainsi en garde contre les dérives « relativistes » ou « subjectivistes » de ces recherches, pointent les risques de détournement idéologique et d'instrumentalisation de la science à des fins uniquement politiques et dénoncent, finalement, l'émergence d'un « populisme scientifique » (Olivier de Sardan, 1990). En revanche, d'autres mettent en exergue la tension fondamentale entre mobilisation de « la main-d'œuvre citoyenne » pour augmenter les capacités d'action des scientifiques et l'ébranlement des standards scientifiques dominants par la confrontation des rationalités et schèmes de pensée (Billaud *et al.*, 2017).
- 4 Nous proposons ici de dresser une cartographie critique des clivages et convergences entre les différentes traditions et approches de recherches participatives, en interrogeant leur rapport au politique. Ce rapport est examiné selon deux échelles d'analyse. D'une part, les relations de pouvoir dans la coopération entre acteurs et chercheurs sont explorées : remettre la focale sur les tensions créatives et les frottements conflictuels au cœur des recherches participatives suppose de passer au crible les modes d'implication respectifs des participants, en analysant en quoi

l'organisation du travail collectif favorise l'accaparement du pouvoir, le déplacement des assignations ou le partage égalitaire des tâches. D'autre part, l'institutionnalisation des recherches participatives laisse entrevoir des dynamiques ambivalentes, entre incitation et éviction de la conflictualité sociale, démocratisation et compétitivité. Cet état de l'art a ainsi pour objectif de se distancer d'un prisme consensuel et pacifié des recherches participatives qui les aborde comme des partenariats vertueux entre sphères académique, professionnelle et citoyenne, en évinçant ou minimisant la question des rapports de pouvoir dans le travail de recherche et dans la relation aux institutions.

- 5 Dans un premier temps, l'article distingue trois formes idéal-typiques de recherches participatives : les recherches participatives radicales, caractérisées par la lutte contre la hiérarchie des pouvoirs et des savoirs dans le sillage des épistémologies critiques ; les recherches collaboratives et partenariales, renvoyant à un partenariat réflexif visant la coproduction de savoirs « actionnables », c'est-à-dire construits dans et pour l'action ; les recherches participatives fonctionnelles et instrumentales, caractérisant les sciences citoyennes dans le champ de la gouvernance des risques et de la biodiversité et s'inscrivant dans une perspective à la fois de vigilance et de surveillance collective et d'acculturation aux normes scientifiques conventionnelles. Si ces distinctions idéal-typiques accentuent délibérément les traits de chaque type de recherche, elles correspondent néanmoins à différents degrés de subversion des modèles épistémologiques dominants et de questionnement de l'ordre social établi entre citoyens profanes, praticiens et chercheurs. Un deuxième temps est consacré aux apories et ambiguïtés traversant ces démarches. L'article explore à la fois les jeux et enjeux de pouvoir dans la division sociale du travail de recherche et la tension entre reconnaissance et injonction institutionnelle, laissant entrevoir une mobilisation de ces recherches comme des techniques de gouvernementalité et des leviers d'innovation stratégique et marchande.

Encadré 1. Des définitions concurrentielles

Le foisonnement conceptuel entourant les recherches participatives témoigne de l'élasticité des interprétations sous-tendant ces nouvelles coopérations entre science et société, permettant à des définitions plurielles voire concurrentes de coexister sous une même bannière. Si la recherche participative désigne, de manière large, tout processus de coproduction de connaissances associant savoirs scientifiques, savoirs professionnels et/ou savoirs expérientiels, les traits distinctifs de la recherche participative font donc eux-mêmes l'objet de luttes de significations. Néanmoins, quatre variables permettent de cerner les clivages structurant les usages sémantiques de la recherche participative.

— *La participation du citoyen et/ou du praticien*

À l'une des extrémités du spectre, la participation prend la forme d'une complémentarité fonctionnelle et dé-conflictualisée, le citoyen ou le praticien intervenant pour fournir un « coup de main » ou un éclairage à titre d'informateur. Il est cantonné à un rôle d'auxiliaire ou de « main d'œuvre » bon marché, réduit à des tâches consultatives ou productives. À l'autre extrémité, la participation prend la forme d'une confrontation des référentiels, des schèmes culturels, des normes de légitimité et des systèmes de validation, entre scientifiques et non-scientifiques. La reconnaissance des compétences analytiques de chaque acteur permet une négociation des interprétations et des protocoles.

Cette participation conflictuelle s'accompagne, généralement, de processus de conscientisation critique des situations de domination et d'assignation vécues.

— *Le rôle du chercheur*

Le chercheur peut conserver le monopole de la décision sur le déroulement de l'investigation, faisant figure de chef d'orchestre, ou occuper la place de médiateur et de tiers, accompagnant la réflexivité des acteurs au sein de communautés d'apprentissage. D'autres définitions le conçoivent comme un co-investigateur immergé dans un processus d'enquête, et mettent l'accent sur la déconstruction des assignations statutaires en valorisant la symétrie entre les diverses expertises.

— *L'impact sur la science*

La démocratisation de la science visée par les recherches participatives recouvre un faisceau diversifié de significations. Si les définitions les plus critiques mettent l'accent sur la pluralisation de la science, à partir du dévoilement des injustices épistémiques et du questionnement des standards scientifiques traditionnels, d'autres appréhendent l'impact sur la science en termes de production de savoirs pratiques et techniques utiles pour l'action, tandis que d'autres définitions encore valorisent la contribution à la collecte de données et les logiques d'éducation et de sensibilisation scientifique.

— *L'impact sur la société*

Si certains usages terminologiques appréhendent les effets sur la société en termes de lutte contre les inégalités sociales, d'amélioration des conditions d'existence concrètes, d'émergence de nouveaux services, de conscientisation et de politisation, d'autres pointent vers la dynamique d'interpellation et de contribution au débat public.

1. La lutte contre les hiérarchies de pouvoirs et de savoirs : recherches participatives radicales et épistémologies critiques

1.1. Un héritage pluriel

- 6 La généalogie des recherches participatives radicales, imbriquant pluralisme épistémique et luttes sociales, laisse apparaître quatre filiations historiques posant les jalons d'une science engagée : le mouvement de la recherche-action participative, les épistémologies postcoloniales, les épistémologies féministes et le mouvement des *disability studies*. Ces épistémologies critiques ont souligné la nécessité de réintégrer les savoirs disqualifiés et minorisés dans l'espace public et contesté l'hégémonie du positivisme dans la science, en éclairant l'ancrage culturel, sexiste et occidental-centré de l'objectivité scientifique.
- 7 La recherche-action participative ou RAP (Fals Borda et Brandão, 1987 ; Ander-Egg, 2003), telle que développée en Amérique Latine, constitue une radicalisation socio-politique de la recherche-action traditionnelle. S'inscrivant dans le sillage de la théologie de la libération et de la pédagogie critique, Orlando Fals Borda et Muhammad Anisur Rahman (1991) conçoivent la recherche-action participative comme une forme subversive de mouvement social et de « recherche autonome collective ». La RAP doit sous-tendre l'émergence d'un contre-pouvoir et d'une science « populaires », servant

les intérêts des groupes opprimés, appréhendés comme les copropriétaires du savoir. La construction du savoir scientifique, défini comme un produit socio-culturel, repose sur un processus conscientisant de confrontation des « rationalités pratiques » et des systèmes de validation propres à chaque groupe social, à travers une pluralité de techniques de communication, à la fois dialogiques, sensibles et sensorielles. Elle suppose « un engagement politique et idéologique de transformation sociale de la part du chercheur à l'égard des secteurs subalternes de la société » (Anadón, 2007, p. 22) et une réflexivité des participants vis-à-vis de leur position dans la structure des classes sociales, de leurs intérêts et besoins. Certains auteurs l'appréhendent ainsi comme un « système apprenant » (Chevalier et Buckles, 2019), fondé sur une codécision la plus intégrale possible, allant de la conception collective de la problématisation et du plan d'action à l'évaluation critique de l'action.

- 8 De leur côté, les épistémologies féministes (Anderson, 1995) ont mis en valeur le caractère « situé » des savoirs, à partir des expériences discréditées des groupes opprimés, tout en affirmant la nécessité pour ces groupes de renouveler les cadres analytiques, conceptuels et méthodologiques de la science. En appréhendant le savoir scientifique comme encastré dans les configurations de pouvoirs, les déterminismes socio-historiques, les idéologies et les stéréotypes des sujets connaissant, les épistémologies féministes remettent en cause la conception désincarnée et expérimentale de l'objectivité héritée de la tradition positiviste (Dorlin, 2008 ; Flores Espínola, 2012). En ce sens, pour Sandra Harding (1986), la politisation de la recherche à partir des positionnements minoritaires renforce l'objectivité scientifique. Cette autrice propose la notion d'« objectivité forte », reposant sur deux principes : « un principe d'étrangeté (partir des positions minoritaires) » et « un principe de "réflexivité" (processus d'objectivation du sujet connaissant) » (Dorlin, 2008, p. 30). Cette conception de l'objectivité ne revient pas à postuler l'égalité de validité des savoirs : elle récusé à la fois les idéologies totalisantes de l'autorité scientifique et les idéologies relativistes, car chacune évince les enjeux d'une perspective partielle, partielle et socialement encastrée dans la production des savoirs scientifiques (Haraway, 1988). S'inscrivant dans cette lignée, le concept d'« injustice épistémique » (Fricker, 2009) pointe vers les dimensions souterraines de la discrimination, à travers lesquelles la contribution à la production des savoirs de groupes marginalisés est entravée du fait de représentations collectives dominantes qui limitent leur crédibilité, leur statut de sujet connaissant et leur capacité d'intervention dans le débat public. Dans cette perspective, les « recherches communautaires féministes » mettent l'accent non seulement sur la façon dont les privilèges et les formes de stigmatisation (de genre, de classe, de race) façonnent la recherche, mais aussi sur la place des émotions et de la subjectivité dans la production de connaissances scientifiques (Creese et Frisby, 2011).
- 9 Elles rejoignent ainsi les épistémologies postcoloniales, qui ont appelé à une « décolonisation » de la recherche afin de réhabiliter les « savoirs autochtones » et favoriser une pluralisation des systèmes de connaissances (Smith, 1999). Selon ces approches, il s'agit d'adopter une compréhension critique des hypothèses, motivations et valeurs qui déterminent les pratiques scientifiques, en appréhendant la recherche comme un « espace significatif de lutte » entre les « intérêts et manières de connaître » des communautés indigènes et de la science occidentale. Tuhiwai Smith identifie deux stratégies de mise en place d'un programme de recherche indigène : d'un côté, les projets autonomes revendicatifs et de l'autre, la conquête d'espaces subversifs au sein des institutions de recherche, se heurtant néanmoins à la prégnance d'un « positivisme

institutionnel ». Ces épistémologies pointent, en somme, vers la nécessaire reconnaissance des « alternatives dans la science » et des « sciences alternatives » (Visvanathan, 1997). Le concept de « justice cognitive » invite ainsi à penser l'interdépendance entre la démocratie comme régime politique garantissant l'existence de la différence et du conflit, et la « démocratie des connaissances », reposant sur la légitimation de savoirs pluriels enracinés dans des univers de sens, des structures culturelles et des systèmes de validation spécifiques. En particulier, Boaventura de Sousa Santos (2016) a éclairé la hiérarchisation sociale des savoirs véhiculée par la « théorie critique eurocentriste », et contesté l'ambition uniformisante de la pensée critique occidentale allant de pair avec une production sociale des absences qui réduit certaines pratiques sociales existantes à l'invisibilité. Contre les « monocultures de la connaissance », il s'agit de faire advenir une épistémologie pluraliste enracinée dans les luttes sociales, « l'écologie des savoirs ».

- 10 Enfin, dans un contexte anglo-saxon marqué par l'essor des mouvements de lutte pour les droits civiques et l'autodétermination des personnes en situation de handicap, les *Disability Studies* mettent l'accent sur la construction sociale et institutionnelle du handicap et sur l'exigence du contrôle des usagers sur le processus de recherche pour adapter les diagnostics et les traitements. En publicisant les situations de discrimination et d'oppression — allant du stéréotype individuel aux assignations institutionnelles — vécues par les personnes handicapées, ce courant de recherche éclaire l'illusion de la neutralité scientifique en montrant que cette dernière est toujours ancrée dans un enchevêtrement d'intérêts socio-politiques et de perceptions déterminées par les modèles culturels dominants (Albrecht *et al.*, 2001). En particulier, les recherches participatives menées par les usagers en santé mentale soulignent l'inadéquation et la violence symbolique de méthodes « biomédicales » et cliniques mesurant le handicap psychique sur la base de facteurs biologiques et génétiques et contestent l'invalidation des points de vue des personnes handicapées portée par des modèles fondés sur la déficience (Sweeney *et al.*, 2009 ; Wallcraft *et al.*, 2009).
- 11 S'inscrivant dans le sillage des *Disability Studies* et des épistémologies postcoloniales et féministes, les recherches communautaires ou *Community-based participatory research* (Holkup *et al.*, 2004 ; Israel, 2010) sont impulsées dans et par les communautés minorisées, et s'inscrivent à la fois dans une perspective d'autonomisation vis-à-vis des institutions publiques et universitaires, car elles portent une critique des phénomènes de dépendance, de paternalisme ou de normalisation institutionnelle, et dans une dynamique d'accès aux droits et d'interpellation. Elles reposent tant sur un principe d'autonomie des savoirs et de pluralité des légitimités que sur le brouillage des hiérarchies et des rôles entre citoyens-chercheurs et chercheurs académiques. Cela induit, pour les participants, de s'engager dans un examen critique des postulats, des rôles et des finalités de chacun afin de mettre en place une instrumentalisation réciproque qui ne soit pas source de domination.

1.2. Des pratiques subversives en tension

- 12 Les recherches participatives s'inscrivant dans la lignée de ces épistémologies radicales questionnent ainsi les rapports d'inégalité et d'invisibilisation dans la production de la science tout autant qu'elles cimentent les luttes pour la reconnaissance et le pouvoir d'agir de groupes opprimés, en tentant d'ébranler les hiérarchies sociales instituées par un travail de conscientisation. Cette double exigence subversive, s'incarnant dans une

politisation affirmée de la pratique de recherche, suppose que ces recherches se déploient sur des temporalités longues et qu'elles prennent à bras le corps, tout autant qu'elles soient travaillées par, les conflits de représentations, de légitimités et d'expertises.

- 13 Quelques exemples concrets s'avèrent ici édifiants. ATD Quart Monde est un mouvement international visant l'éradication de la misère à travers la prise en compte de l'expérience des personnes en situation de pauvreté dans le débat public et dans le champ scientifique. Si les Universités Populaires Quart Monde des années 1970 ont constitué un premier levier de formation réciproque et d'acculturation militante mêlant personnes en situation de pauvreté et autres citoyens, la démarche du « croisement des savoirs » apparaît aujourd'hui emblématique des recherches participatives radicales. Le croisement des savoirs repose sur une posture éthique et politique selon laquelle les personnes démunies socialement sont capables d'élaborer leurs propres ressources interprétatives et cognitives afin d'améliorer leurs conditions d'existence mais aussi de faire reconnaître politiquement les savoirs discrédités issus de la pauvreté (Ferrand, 2008). La démarche se fonde sur une révision des modes de construction de l'objectivité scientifique, non seulement en ambitionnant de faire advenir une « épistémologie post-pauvreté » (Carrel, 2020) mais aussi en plaçant au cœur de la coproduction des savoirs l'intersubjectivité et le « processus d'objectivation » (Brun, 2017). La coopération entre personnes en situation de pauvreté, professionnels et chercheurs s'opère d'abord à travers la construction de savoirs collectifs autonomes dans des groupes de pairs selon leurs propres cadres d'interprétation et univers de valeurs, puis par la confrontation et l'examen critique de ces trois types de savoirs (expérientiels, professionnels et académiques). Prenant appui sur des supports d'éducation populaire comme le photolangage, les personnes en situation de pauvreté participent, à l'instar des praticiens et chercheurs, à chaque étape de la recherche, de la définition de la question jusqu'à l'écriture, en passant par la collecte de matériaux, leur analyse et la diffusion des résultats. L'évaluation collective des représentations, à la fois réflexive et conflictuelle, a pour objectif de permettre un questionnement et une appropriation partagée des critères de validité de chaque groupe, selon une posture compréhensive. Les désaccords entre les perceptions et expertises de chaque groupe constituent donc la condition centrale de la co-construction d'un savoir scientifique collectif.
- 14 À cet égard, Marion Carrel et ses collègues (Carrel *et al.*, 2017) montrent les difficultés de repositionnement des chercheurs dans le croisement des savoirs : ces derniers peuvent vivre cette démarche comme une dépossession de leur légitimité qui les place dans une situation de vulnérabilité, et comme une instrumentalisation de leur travail à des fins militantes, du fait de la limitation de leur accès à certaines données, de l'imposition d'une distance avec les personnes en situation de pauvreté lors des phases de non-mixité, de la propriété collective des résultats, ou encore de la priorité donnée à l'objectif de lutte contre l'exclusion. Les controverses travaillant la démarche touchent, en particulier, à la place et au rôle des groupes de pairs. Dans cette perspective, les réflexions déployées au sein de « l'Espace collaboratif Croiser les savoirs avec toutes » (CNRS – ATD Quart monde – CNAM), réunissant praticiens, chercheurs et personnes pauvres, sont éclairantes. Pour certains participants, la non-mixité garantit la libération d'une parole minorisée et la conscientisation, dans un espace de sécurité, d'un vécu commun de l'oppression tout autant qu'elle amène les chercheurs à adopter

le rôle d'« apprenants », leur perte de pouvoir symbolique constituant alors une ressource d'apprentissage. Pour d'autres, les groupes de pairs pourraient, paradoxalement, mener à une reproduction des assignations identitaires, en tendant à figer et essentialiser les rôles et statuts de chacun dans des catégories génériques, ce qui entraverait une autodéfinition des personnes et présupposerait une homogénéité interne des groupes de pairs¹. Ces tensions ne sont pas pour autant considérées comme un frein pour la recherche mais, bien au contraire, comme la ressource centrale permettant la mise en visibilité des opinions discordantes et l'adoption d'une vigilance collective sur les biais potentiels de la méthode de recherche.

- 15 De telles frictions conflictuelles travaillent également les recherches participatives en santé mentale qui ont largement remis en question l'autorité épistémique dont jouissait la psychiatrie biomédicale traditionnelle dans la mise en place des systèmes de soin et d'accompagnement médico-social. Ces recherches ont ainsi promu la reconnaissance socio-juridique et scientifique des savoirs négligés des usagers en situation de handicap psychique, selon une logique d'interpellation. La démarche scientifique et citoyenne Capdroits, initiée par le collectif Contrast pour améliorer l'exercice des droits des personnes en situation de handicap (Eyraud *et al.*, 2018), offre un exemple emblématique. Cette recherche a pour visée de garantir le croisement des expériences intimes d'injustice vécues par les personnes en situation de tutelle ou curatelle et leur transformation en problème public. Elle s'est ainsi dotée d'un dispositif méthodologique souple et flexible pour s'adapter aux diverses formes de handicaps psychiques et favoriser un accompagnement spécialisé de la participation des usagers. Les groupes de travail constitués de personnes en situation de vulnérabilité sont animés par des « trinômes » mixtes, composés d'un professionnel, d'une personne ayant l'expérience d'une forme handicap et d'un chercheur. Le pari méthodologique de la mixité, s'il permet la confrontation directe des trois types de savoirs, peut reproduire des formes de disqualification et d'autocensure souterraines, notamment entre professionnels du secteur médico-social et personnes en situation de handicap, l'échange n'étant pas médiatisé par des espaces d'entre-soi sécurisant l'expression, à la différence de la démarche d'ATD Quart Monde. En revanche, l'investigation prend la forme d'un « bricolage expérimental », afin de garantir une adaptation continue du protocole aux contraintes et besoins des personnes en situation de handicap. Le partage des tâches dans les trinômes est inégalitaire (certains se dédiant à la rédaction, d'autres veillant à la répartition équitable de la parole, etc.) mais résulte d'une décision collective en amont, qui permet de désactiver la violence symbolique de la division asymétrique des rôles. Si le projet constitue un tremplin pour le développement des capacités politiques et juridiques des usagers, il représente également un levier de politisation des postures professionnelles, certains praticiens passant du statut d'accompagnateur à celui d'« entrepreneur de cause », soutenant le processus d'activation des droits auprès d'autres équipes professionnelles.
- 16 La dimension de politisation, d'interpellation et de contre-pouvoir n'est pas le seul registre investi par les recherches participatives radicales. Celles-ci s'inscrivent également dans des logiques de développement économique local et d'aménagement territorial, en devenant des outils d'auto-détermination et de fédération des populations autochtones dans la construction et la gestion de projets touristiques communautaires. Sylvie Blangy et ses collègues montrent de quelle façon les chercheurs sont sollicités pour jouer le rôle de « facilitateurs » dans l'élaboration de stratégies de tourisme orientées vers la réhabilitation des genres de vie et systèmes de

valeurs vernaculaires, lors d'ateliers de travail s'appuyant sur la cartographie participative et mobilisant des représentants locaux des diverses catégories socio-professionnelles concernées par le tourisme (Blangy *et al.*, 2010). Cependant, la RAP reste plus ambiguë que la démarche du croisement des savoirs sur la place des citoyens-usagers dans l'orchestration et la maîtrise de la recherche. Si elle se fonde sur la reconnaissance des compétences critiques des « profanes », la dimension pédagogique d'apprentissage collectif peut masquer la mainmise des chercheurs académiques sur le contrôle des méthodes choisies. Ainsi, le projet d'agroécologie « 3SCED – Savoirs des sciences la nature, des sciences humaines et savoirs “profanes” s'associent pour une co-construction des connaissances » autour de la viticulture alsacienne de Westhalten (Moneyron *et al.*, 2017) entend mettre en valeur les savoirs d'expérience des vignerons pour faire émerger une viticulture sans herbicide. Or, la méthodologie de la recherche, s'appuyant sur sept étapes favorisant la compréhension et l'appropriation mutuelle des raisonnements de chacun, a été conçue et formalisée par l'INRA et n'a pas reposé sur une négociation des modes d'intelligibilité. Ici, la logique de co-formation prend le pas sur l'intervention des vignerons dans le choix et la fabrique du protocole d'investigation.

2. Les recherches collaboratives et partenariales : des coopérations réflexives pour la production de savoirs « actionnables »

- 17 Les recherches collaboratives et partenariales s'ancrent, historiquement, dans une visée de perfectionnement des pratiques professionnelles d'intervention et d'optimisation de la gestion des organisations par la production de savoirs « actionnables », c'est-à-dire des savoirs pouvant être « mis en action » dans la vie quotidienne des organisations et constituer des supports de formation continue des travailleurs. Si une immersion dans la généalogie arborescente de ces recherches permet d'appréhender pourquoi elles ont d'abord été développées entre praticiens et chercheurs, on montrera dans un deuxième temps les formes graduelles d'intégration des usagers ou citoyens « profanes » dans le travail d'investigation.

2.1. Une généalogie arborescente

- 18 Mobilisées dans le champ du travail social et du management, les recherches collaboratives et partenariales plongent leurs racines à la fois dans la tradition de la sociologie d'intervention — articulant la production sociologique à des enjeux d'utilité sociale, d'efficacité pratique voire de lutte contre les oppressions sociales et psychiques affectant le sujet — et dans les théories de l'apprentissage organisationnel en sciences de l'éducation et en gestion.
- 19 La sociologie d'intervention s'inscrit dans la lignée de divers courants qui récusent, chacun à sa manière, la posture de distanciation objectivante héritée du paradigme positiviste, et qui remettent en question la coupure entre scientificité et engagement : l'intervention sociologique appliquée aux mouvements sociaux (Touraine, 1978) et aux entreprises (Sainsaulieu, 1987), l'analyse stratégique des organisations (Crozier et Friedberg, 1977), ou encore l'intervention psychosociologique (Dubost, 1987) et la recherche-intervention d'orientation clinique (Herreros, 2009), qui mettent l'accent sur

les conditions socio-psychiques de fabrication du savoir en faisant de l'implication subjective du chercheur et des affects négligés et réprimés le cœur de l'activité de conscientisation, d'interprétation et de formation des « profanes » dans des dispositifs d'analyse groupale. Parmi la multitude de tendances psychosociologiques, la recherche-action de Kurt Lewin (1948) et le sociogramme de Jacob Lévy Moréno (1987) articulent développement communautaire et pédagogie critique, tandis que l'analyse institutionnelle (Lapassade et Lourau, 1971) met au cœur de l'auto-analyse la contestation et la subversion des contraintes institutionnelles vécues par les acteurs. Dans le même temps, à l'intersection de la clinique du travail et de l'ergonomie, la notion de « communauté scientifique élargie », et les méthodes associées telles que « l'instruction au sosie » puis « l'auto-confrontation croisée » (Oddone *et al.*, 1981 ; Clot, 2008), visent à opérer une reconstruction analytique de l'activité de travail à partir de l'expérience incorporée, pour redonner aux travailleurs un pouvoir d'agir sur leur milieu professionnel, tandis que le savoir scientifique est conçu comme « une zone d'expériences et de connaissances partagées » au sein d'une même pratique socio-professionnelle (Schwartz, 1998). De ce fait, les démarches traditionnelles de recherche-intervention appréhendent la posture sociologique comme celle d'un « tiers-aidant », immergé au sein de groupes de co-enquêteurs, à travers la mise en place de dispositifs garantissant l'auto-analyse, le déploiement de la controverse et la multiplication des points de vue contradictoires. L'inflexion clinique fait un double pas de côté. D'une part, l'approche clinique de la recherche-intervention attire l'attention sur la subjectivité réflexive du chercheur. Il s'agit alors de dévoiler les divers types de déterminations et de déformations socio-psychiques — liés à l'ancrage social, culturel et politique du sujet connaissant — qui façonnent la pratique de recherche. D'autre part, elle met l'accent sur la capacité des personnes impliquées dans la recherche à s'extraire des assignations et assujettissements dans lesquels elles sont prises, par un travail de co-construction du sens de leur expérience (Gaulejac *et al.*, 2007).

- 20 Les sciences de l'éducation et de gestion, ainsi que le travail social, se saisissent de cet héritage pour articuler « réflexion dans l'action » et « réflexion sur l'action » (Schön, 1997), afin de produire des connaissances pratiques dans une perspective de questionnement critique, de refonte et d'adaptation des usages professionnels. Les recherches participatives dans le travail social restent majoritairement développées sous l'angle de la coopération entre professionnels du secteur social et médico-social et chercheurs, visant l'appropriation de compétences sociologiques par les praticiens pour qu'ils soient producteurs d'un « savoir agissant » (Rullac, 2018, p. 41), et laisse une place marginale aux citoyens-usagers destinataires de l'intervention sociale (Jaeger, 2017). Ainsi, la recherche-action collaborative ou RAC s'inscrit dans un mouvement de développement de « l'expertise sociale du travail social » (Les chercheurs ignorants, 2015) par lequel le chercheur oriente l'acquisition de nouveaux savoir-faire et de nouvelles capacités analytiques. Par là même, un large pan des recherches-actions partenariales et collaboratives ne suscite pas de subversion des standards scientifiques conventionnels et privilégie le paradigme de la médiation, privilégiant le « métissage » des connaissances et l'« hybridité » des comportements (Bussièrès et Fontan, 2011).
- 21 Du côté des sciences de gestion, l'essor du courant du « management de la connaissance » (Wenger, 1998) et des « savoirs actionnables » construits dans, par et pour l'action (Argyris et Schön, 1978 ; Charue-Duboc, 1995 ; Avenier et Schmitt, 2007) vise à enrayer la routinisation des fonctionnements organisationnels. La co-production de savoirs mobilisables dans la vie quotidienne des entreprises — conçues comme des

écosystèmes apprenants (Koenig, 2006) — apparaît comme un levier d'optimisation de la performance de l'organisation tout autant que d'acquisition de compétences pratiques pour les salariés. La théorie de l'apprentissage organisationnel met ainsi l'accent sur la construction d'une identité collective et de ressources partagées entre professionnels, fondée sur l'appartenance à une « communauté de pratiques », et à même de constituer un avantage concurrentiel pour les organisations. L'avènement d'« organisations réflexives » apparaît même comme une voie de redéfinition des postures du management dans un sens « clinico-critique », valorisant l'« intranquillité » comme vecteur de résistance aux violences ordinaires vécues dans les situations de travail (Herreros, 2012). Les théorisations de la réflexivité organisationnelle entretiennent, à cet égard, des affinités avec le courant des « environnements capacitants » au travail (Zimmermann, 2011 ; Arnoud et Falzon, 2013), associant le développement professionnel à la pluralisation délibérative des organisations.

2.2. Le perfectionnement des pratiques professionnelles : la place de l'utilisateur entre consultation, subversion discrète et co-investigation

- 22 Le modèle tourainien de l'intervention sociologique a infusé dans de nombreux travaux et pratiques de recherche-action entre travailleurs sociaux et chercheurs. En particulier, la méthode d'analyse en groupe ou MAG (Van Campenhoudt *et al.*, 2009) réunit des groupes de praticiens qui analysent collectivement des situations et expériences relatées par les participants eux-mêmes, selon un dispositif méthodologique strictement piloté par des chercheurs. Divers écueils ont été pointés : les échanges sont conditionnés par le maniement des codes du débat et la détention d'un capital culturel et scolaire qui exclut des modalités plus intimes, émotionnelles et ordinaires de participation de populations précarisées ou peu diplômées ; la méthode reste largement pratiquée auprès de professionnels de l'action sociale mais rarement avec les citoyens-usagers ; enfin, si les hypothèses, protocoles et résultats sont soumis à débat et à validation collective, le chercheur demeure dans une posture de chef d'orchestre, en proposant un canevas pour le déploiement des conflits d'interprétations et en orientant la mise en sens des discussions (D'Arripe et Routier, 2013).
- 23 Néanmoins, un certain nombre de recherches participatives dans le champ de la protection de l'enfance approfondissent la structuration égalitaire du travail de recherche entre travailleurs sociaux et chercheurs, en mettant en place des espaces de déploiement de la controverse sur la conception des instruments et des protocoles. Elles laissent apparaître des modalités graduelles d'implication des usagers, oscillant entre consultation, subversion discrète par l'appropriation critique voire contestataire des outils construits par les praticiens et chercheurs, et co-investigation entre pairs.
- 24 Pierrine Robin (2012) montre ainsi, à propos d'une recherche-action visant la construction participative d'un référentiel d'évaluation des situations familiales en protection de l'enfance, que les diverses phases de conception, de mise à l'épreuve et de réajustement du référentiel associent, de manière horizontale, professionnels et chercheurs. En revanche, la contribution des usagers se résume à interpréter leur vécu en fonction des critères d'évaluation, et vise donc essentiellement à faire ressortir les

écarts de perception avec les professionnels, dans une logique de complémentarité des points de vue. Cette logique traditionnelle de consultation des usagers laisse place à une logique de problématisation partagée et de décalage interprétatif dans le cas de la recherche-action menée autour du dispositif de la « mission Squats » de l'association Médecins du Monde (Petiau et Pourtau, 2011). Cette recherche entendait expliciter les problématiques d'accès aux soins et aux droits des squatteurs afin de limiter les inégalités de santé, mais aussi évaluer la pertinence du dispositif mis en place par la mission Squats. Les auteurs montrent comment les squatteurs ont suscité une nouvelle délimitation du champ d'étude et une reformulation des postulats et de la problématique, en favorisant une meilleure prise en compte des liens entre vie collective et santé au sein du squat et en posant la question de l'inadaptation des structures médico-sociales. En revanche, les usagers ont été exclus de la fabrication du protocole d'enquête : ils sont intervenus en tant qu'« informateurs privilégiés » dans la préparation du travail d'enquête par entretiens puis ont discuté les résultats de l'enquête réalisée par les sociologues et intervenants lors de « forums de squat ».

- 25 Faisant figure de subversion et de résistance discrète, d'autres recherches laissent apparaître des dynamiques de questionnement critique et de contrôle des propos des travailleurs sociaux par les usagers. L'étude sur les mesures d'assistance éducative en protection de l'enfance menée par Anna Rurka et Patrick Rousseau (2018) atteste de l'apparition d'interstices de contestation et d'indiscipline dont se saisissent les usagers. Cette investigation entendait impliquer, sur une base égalitaire, chercheurs et praticiens dans le comité technique chargé d'élaborer le protocole éthique et les catégories d'analyse. Si les parents d'enfants se cantonnaient à donner leur avis concernant les processus engagés, les auteurs montrent qu'une appropriation critique et contestataire des fiches d'entretien rédigées par les praticiens a pu avoir lieu, certains parents remettant en question les textes produits par les praticiens lorsque ceux-ci leur semblaient tordre ou biaiser leur parole, et s'inscrivant dans une démarche de contrôle des modalités de restitution de leur parole mais aussi de « débordement » de la place qui leur avait été prescrite.
- 26 Au-delà de la simple consultation, des écarts interprétatifs ou de l'appropriation critique et contestataire des outils par les usagers, d'autres recherches dans le domaine de la protection de l'enfance tendent à encourager des investigations « par les pairs ». C'est le cas de la recherche sur la transition des jeunes vers l'âge adulte en contexte de disqualification, initiée conjointement par des chercheurs de l'université Paris-Est Créteil (UPEC) et l'association SOS Villages d'enfants, qui accueille et accompagne des enfants faisant l'objet d'une aide sociale à l'enfance dans le cadre d'une mesure judiciaire (Robin *et al.*, 2015). Ce projet a associé les jeunes à l'ensemble des étapes de la recherche : élaboration de la problématique et des méthodes de recueil de données, analyse et interprétation des résultats. Ce partage de l'autorité épistémique entre jeunes, désignés comme des « chercheurs pairs », et chercheurs académiques, a permis de mettre en lumière des thématiques auparavant invisibilisées, telle celle des transits entre différentes familles, cultures et classes sociales.

3. Sciences citoyennes, gouvernance de la biodiversité et choix technoscientifiques

27 C'est dans le domaine de la gouvernance des risques, de la soutenabilité environnementale et de la protection de la biodiversité que la science citoyenne s'est épanouie. S'inscrivant dans une double perspective — de vigilance et de surveillance collective d'un côté, d'acculturation des citoyens aux normes scientifiques conventionnelles de l'autre (Houllier et Merilhou-Goudard, 2016) —, les recherches participatives relevant de la science citoyenne peuvent être qualifiées de fonctionnelles et d'instrumentales. Nous allons d'abord chercher à cerner cette approche dominante de la science citoyenne, tendant à cantonner les profanes à un rôle d'auxiliaires, avant d'explorer certaines recompositions contemporaines de ces recherches, attestant d'une radicalisation socio-politique des investigations partagées de préservation des écosystèmes.

3.1. Entre démocratisation des décisions technoscientifiques et participation amatrice aux sciences naturalistes

28 Si, dès les années 1990, la « science citoyenne » d'Alan Irwin (1995) répondait à un double enjeu de « compréhension publique de la science » et de « compréhension scientifique du public », les sciences citoyennes se sont aujourd'hui diversifiées, oscillant entre une participation citoyenne fonctionnelle et instrumentale à des activités de surveillance et de préservation des écosystèmes conçues et pilotées par les scientifiques de métier, et des projets ascendants incluant la confrontation pluraliste des rationalités comme partie intégrante des dispositifs de recherche (Haklay, 2015). De ce point de vue, les *Science and Technology Studies* ont constitué un champ de réflexion prolifique sur la diversité des « communautés épistémiques » (Haas, 1992) et des formes de démocratisation de l'expertise scientifique, allant du modèle de la « démocratie dialogique » (Callon *et al.*, 2001) aux démarcations graduelles entre « expertises communes » et « expertises spécialisées » (Collins et Evans, 2006).

29 Les projets de science citoyenne dans le domaine de la préservation de la biodiversité, fondés sur la collecte de données et l'enrichissement de taxinomies par des réseaux territoriaux de bénévoles, laissent apparaître une forme fonctionnelle et instrumentale de coproduction des savoirs. Les pratiques de vigilance collective « en plein air » sont particulièrement présentes dans le domaine des sciences naturalistes qui, dès le XIX^e siècle, font appel aux contributions « profanes » (Charvolin *et al.*, 2007). Dans ces formes de coopération, les citoyens sont surtout cantonnés à une tâche de récolte, de classification ou de codage de données (réalisation d'observations, de mesures, d'échantillonnages, activités de recensement), à la production de diagnostics et, parfois, à la conduite d'analyse avec les scientifiques pour alimenter les bases de données. La recherche reste strictement contrôlée et validée par les chercheurs, et repose sur une séparation nette entre, d'un côté, les activités de conception des protocoles, d'interprétation et de mise en sens et, de l'autre, les activités productives (Boeuf *et al.*, 2012). Si la participation citoyenne favorise l'accès aux savoirs scientifiques dans une logique éducative de sensibilisation aux enjeux environnementaux et d'acculturation aux protocoles scientifiques conventionnels, l'enrôlement citoyen fait

aussi figure de travail gratuit, permettant « d'assurer ces tâches de suivi à de très faibles coûts » (Mathieu, 2015).

- 30 Le regain d'intérêt pour les inventaires naturalistes impliquant les citoyens semble s'inscrire de manière croissante dans la perspective d'une « capacitation » néolibérale des individus, perçus comme des entrepreneurs aptes à contribuer à la connaissance de la biodiversité grâce à la collecte de données, dans le contexte d'essor d'un marché globalisé des inventaires naturalistes (Arpin *et al.*, 2015). Cette néolibéralisation des sciences citoyennes, étayée par l'essor des plateformes numériques permettant d'agrèger les données au sein de communautés virtuelles, s'inscrit dans un vaste mouvement de « gestion » politico-managériale du vivant. Sara Angeli Aguiton (2018) dresse un constat tout aussi critique autour de l'« embarquement » des chercheurs en sciences sociales par les institutions comme instrument de gouvernement des technosciences. Dans le cadre de l'essor de technologies contestées dans les années 1990 telles que les OGM², la promotion du dialogue science-société apparaît comme un vecteur de démocratisation des choix scientifiques et techniques mais aussi comme un outil de compromis et de désactivation de la conflictualité sociale accompagnant l'émergence de ces nouvelles technologies.

3.2. De la complémentarité fonctionnelle et instrumentale à la radicalisation socio-politique

- 31 Dans leur grande majorité, les projets de sciences citoyennes ne questionnent pas le statut de la science ni ne bousculent les paradigmes, les protocoles et les modes de validation dominants (Dias da Silva *et al.*, 2017). Wouter Buytaert et son équipe montrent ainsi que la majorité des projets participatifs de gestion et de surveillance des ressources hydrologiques aux États-Unis et au Canada s'inscrivent dans une logique d'éducation et de sensibilisation aux protocoles scientifiques conventionnels, s'appuyant sur une technicité poussée des expérimentations et des pratiques de mesure, et cantonnent les citoyens à de l'« intelligence distribuée », laissant aux scientifiques la définition de la question de recherche, le *design* du protocole, le traitement et l'interprétation des données (Buytaert *et al.*, 2014). En revanche, d'autres travaux sur la gouvernance partagée des écosystèmes mettent en valeur le transfert d'autorité vers les populations concernées et l'implication citoyenne dans les décisions scientifiques à chaque étape de projets scientifiques « co-crés » (Bonney *et al.*, 2009 ; Conrad et Hilchey, 2011). Cependant, les projets « co-crés » mentionnés reposent souvent davantage sur un transfert de compétences permettant une autonomisation des bénévoles dans la mise en place de protocoles alternatifs que sur un « champ de bataille » entre savoirs et visions du monde divergentes (Buytaert *et al.*, 2014). À cet égard, d'autres auteurs défendent la mise en place de régulations « polycentriques », permettant d'encadrer la confrontation et les « fertilisations réciproques » des cadres d'interprétation et des systèmes de validation, selon un processus d'acculturation réciproque et égalitaire (Cundill et Fabricius, 2009 ; Tengö *et al.*, 2014).
- 32 Le champ de la sélection participative³ en faveur de la réappropriation des semences paysannes constitue un cas emblématique de confrontation créative horizontale entre des modes d'intelligibilité pluriels. S'inscrivant dans une démarche de critique du monopole de l'industrie agroalimentaire sur les semences, d'émancipation paysanne, de justice cognitive mais aussi de rupture avec le modèle « délégatif » de sélection

variétale, les recherches participatives du réseau « Semences paysannes » mettent en œuvre une organisation « pair à pair », distribuée et décentralisée, où les paysans sont également sélectionneurs, dans une logique de refus de la segmentation entre « innovateurs » professionnalisés et « usagers » (Demeulenaere et Goldringer, 2017). Les essais dans les champs, puis les évaluations, analyses et interprétations des résultats sont menés conjointement par les généticiens et chercheurs académiques et les « paysans-chercheurs », ces derniers choisissant les croisements de variétés à expérimenter, contrairement à ce qui se pratique lors des programmes de sélection conventionnels. Le réseau de recherche repose sur des négociations de représentations entre « raisonnement instrumental-quantificateur » des chercheurs académiques et « approche plus phénoménologique », sensorielle et coutumière des paysans, « en rupture avec la posture d'objectivité détachée » (Bonneuil et Demeulenaere, 2007). De ce fait, les compromis et les arrangements hybrides sont constants dans les dispositifs d'essais à la ferme, entre les chercheurs proposant des protocoles correspondant aux standards des méthodes statistiques et les paysans défendant des expérimentations plus flexibles. Toutefois, les auteurs soulignent à quel point l'obtention de financements européens et le changement d'échelle des projets ont pour effet d'accentuer les « frictions créatives » entre approche *mainstream* de la génétique et démarches hétérodoxes, et comportent un risque de dérive oligarchique de la recherche, du fait de l'introduction de logiques de rationalisation du travail collectif et de centralisation des bases de données (Demeulenaere *et al.*, 2017).

4. Apories et ambiguïtés des recherches participatives

4.1. Les jeux de pouvoir dans la division du travail de recherche

- 33 Les freins auxquels se heurte la participation citoyenne dans le travail de recherche sont multiples : ils ont trait aux phénomènes d'instrumentalisation et de discrédit, plus ou moins feutré et souterrain, des savoirs profanes ; aux processus de censure et d'autocensure des personnes impliquées ; à la reproduction de formes d'entre soi et d'assignations identitaires ou encore aux logiques potentiellement excluantes de sélection des participants par les équipes professionnelles et scientifiques (Contamin *et al.*, 2017). À cet égard, le verrouillage ou déverrouillage de la participation citoyenne dans ces recherches dépendent largement des médiations et outillages (relationnels, sensibles, techniques, numériques) mobilisés pour accompagner la participation et des cadrages des institutions commanditaires.
- 34 De nombreux travaux se sont penchés sur les modalités de participation des pairs aidants dans la gouvernance des projets en santé mentale (Beresford et Campbell, 1994). Certaines analyses éclairent les résistances professionnelles et académiques « à bas bruit » vis-à-vis des contributions des pairs aidants dans le processus de recherche, la disqualification des savoirs expérientiels prenant des chemins détournés et obliques (Godrie, 2018). Emblématique de ce cas de figure, le projet « Chez Soi Montréal » avait pour objectif d'améliorer la stabilité résidentielle et la qualité de vie des personnes en situation de maladie mentale, de logement précaire et de pauvreté, en les impliquant dans toutes les dimensions de la recherche. Néanmoins, Baptiste Godrie décrit de quelle manière la participation des citoyens-usagers s'est heurtée à la subsistance de « monopoles décisionnels détenus par les chercheurs et les gestionnaires », malgré la

création d'une instance décisionnelle, le « Conseil des pairs ». L'auteur montre que si la participation des pairs dans le comité a servi d'aiguillon des discussions et d'éclairage alternatif permettant une sensibilisation des chercheurs et gestionnaires aux expériences de la rue et de la pauvreté, leurs commentaires n'ont pas eu un poids décisif dans la prise de décision, sous prétexte de la complexité clinique et scientifique de la prise en charge et du manque de représentativité de la parole des pairs.

- 35 D'autres auteurs mettent en relief la réapparition discrète d'inégalités de genre et de statut socio-économique, et plus largement de phénomènes de domination symbolique liés à la conception des dispositifs de recherche. C'est le cas de Margarita Diaz et Ruth Simmons (1999) qui, à propos d'un projet de développement territorial brésilien mené avec des communautés de femmes pour lutter contre les inégalités de santé, soulignent une négligence des obstacles à la participation, tels que l'absence de garde d'enfants pour les mères de familles, et montrent une surreprésentation, dans les instances de décision, de femmes dotées de socialisation militante, de capitaux socio-culturels, et motivées par des enjeux de distinction sociale, au détriment des femmes les plus précarisées. Au-delà des biais discriminants et excluants inscrits dans l'ingénierie des investigations, les recherches participatives communautaires se heurtent à des processus de domestication bureaucratique et financière de la part de partenaires financiers. Kimberly Chung et David Lounsbury (2006) analysent ainsi la mise en conformité gestionnaire des résultats d'une recherche menée avec les personnes vivant avec le VIH⁴, à travers un bâillonnement de la critique et la dépossession de la propriété du contenu des rapports par les organismes gestionnaires veillant à la mise en place du programme de recherche. À cet égard, si les recherches participatives communautaires affichent une exigence éthique et méthodologique plaçant la codécision et le contrôle citoyen au cœur du processus de recherche, cela n'empêche pas la réapparition de dominations symboliques, de luttes d'intérêts et de hiérarchies de pouvoirs ancrées socialement, culturellement et institutionnellement. Ainsi, Frédérique Jankowski et Joëlle Le Marec (2014) montrent comment une recherche participative sur la gestion des ressources renouvelables au Sénégal a contribué au renforcement des positions sociales d'autorité et de la légitimité politique de deux membres influents de la communauté ayant joué le rôle de médiateurs entre équipes scientifiques et populations locales et s'étant réapproprié certains savoirs scientifiques pour les faire coïncider avec leur propres pratiques et savoir-faire. La recherche participative a, ici, conforté les hiérarchies statutaires établies au sein de la communauté autochtone.
- 36 Divers travaux se sont alors penchés sur des canevas éthiques pour limiter la violence symbolique des rapports entre indigènes et non indigènes, intégrant des bénéfices à la fois pratiques et intellectuels, monétaires et non monétaires pour les communautés (Minkler, 2005) : rétributions financières, formations, contrats concernant la propriété et la diffusion des résultats, etc. Fiona Cram et Vivienne Kennedy (2010) montrent, en particulier, la nécessité pour les chercheurs enquêtant avec les communautés Maori d'adopter des cadres de travail qui correspondent aux répertoires de valeurs et de normes coutumières de ces communautés, comme le respect des rituels de rencontre, l'adaptation aux rythmes de vie, la négociation avec les chefs politiques et spirituels locaux lorsque la communauté est traversée par des divergences conséquentes. Ainsi, ces travaux soulignent la nécessité d'encadrer les traditions intellectuelles autochtones dans les dispositifs méthodologiques choisis par les équipes de recherche. En ce sens, les « tensions épistémiques » opposant les représentations holistiques autochtones et les approches occidentales sont appréhendées comme une ressource structurante pour

la coproduction des savoirs, nécessitant une « formation à la compétence culturelle » des chercheurs non autochtones (Cram *et al.*, 2006).

4.2. De la reconnaissance à l'injonction institutionnelle : entre gouvernementalité néolibérale et impératif d'innovation stratégique et de compétitivité

- 37 La conversion des recherches participatives en référence et en label de nombreuses politiques publiques — politiques de la recherche, de développement durable et de patrimonialisation, de transition écologique — s'inscrit, en partie, dans des impératifs de rentabilisation et d'optimisation marchande de la recherche mais aussi de « bonne gouvernance » véhiculés par la rationalité managériale (Herreros, 2015). De ce fait, le recours aux savoirs expérimentiels, autochtones, traditionnels dans les pratiques et institutions de recherche peut être analysé comme un levier managérial de recomposition de l'action publique et comme un levier d'imposition d'une manière souhaitable de faire de la recherche « avec » les citoyens, dans un contexte plus vaste de mise en marché de la production des savoirs scientifiques (Zimmermann, 2004). Si l'on ne peut pas réduire l'institutionnalisation des recherches participatives aux seules logiques de gouvernementalité et d'efficacité stratégique et marchande des savoirs, de nombreux travaux soulignent la face cachée du regain d'intérêt des gouvernements pour ces recherches. Deux perspectives se dégagent de ces approches critiques : d'une part, le soutien institutionnel aux coopérations entre science et société s'inscrirait dans une visée de légitimation et d'acceptabilité sociale des politiques publiques allant de pair avec une vision dé-conflictualisée de la participation citoyenne ; d'autre part, l'institutionnalisation des recherches participatives serait un levier d'émergence d'une science efficace, rentable et sur commande, sur le modèle des recherches en management.
- 38 L'enrôlement des recherches participatives au service des logiques de croissance et de concurrence véhicule un référentiel faisant la part belle aux recherches collaboratives en management et aux liens entre recherche et industrie. Divers travaux (Bensaude-Vincent, 2013 ; Pallez, 2014) montrent que les recherches partenariales entre entreprises privées et institutions publiques, telles que mises en pratique dans les clusters et pôles de compétitivité, sont devenues un enjeu central des politiques publiques d'enseignement supérieur et de recherche pour susciter une innovation concurrentielle apte à soutenir la croissance. La recherche partenariale devient le levier d'émergence d'une recherche stratégique et compétitive, en calquant son fonctionnement et son référentiel sur le modèle managérial des *stakeholders* (parties prenantes). Ce « pilotage utilitariste de la recherche » privilégiant les liens entre recherche et industrie au service de l'innovation stratégique date des années 1980 (Pessis et Angeli Aguiton, 2015) et s'accompagne d'une valorisation du paradigme de la « médiation » scientifique, notable avec l'essor des boutiques de science : les partenariats entre science et société s'inscrivent dans une logique pédagogique et vulgarisatrice, tandis que les scientifiques endossent le rôle d'« entrepreneurs culturels » et que le milieu scientifique incorpore « les injonctions industrialo-étatiques à la croissance nationale et à la compétitivité internationale » (Pessis et Angeli Aguiton, 2015, p. 105). De leur côté, Laurence Seferdjeli et Kim Stroumza (2017) portent un regard très critique sur les dispositifs de recherche partenariale en Suisse, en

soulignant qu'ils visent en grande partie « à réguler et potentialiser les coûts de la recherche en déplaçant une part de son financement du public vers le privé » (Seferdjeli et Stroumza, 2017, p. 84).

- 39 Si l'institutionnalisation des recherches participatives s'inscrit, en partie, dans des stratégies marchandes d'innovation stratégique et de compétitivité territoriale, elle joue également un rôle de légitimation et d'acceptabilité sociale de certaines politiques, les coopérations entre acteurs et chercheurs servant de caution démocratique à des projets stratégiques. Dans certains cas, la reconnaissance des savoirs traditionnels s'accompagne d'« opérations de requalification », par lesquels il sont soumis à des processus de catégorisation et de certification sous-tendant l'identification de « bonnes pratiques » par les experts et acteurs gouvernementaux (Kleiche-Dray, 2017). À partir du cas de deux recherches communautaires impliquant des personnes sans abri et des femmes victimes de violences sexuelles, Julia Elizabeth Janes (2016) montre que la mobilisation de l'expertise profane constitue un instrument d'accès, de régulation et d'appropriation des savoirs locaux tout autant que de travail précaire des communautés. Selon l'autrice, l'instrumentalisation néolibérale de la participation communautaire se manifeste, au niveau méthodologique, par une délimitation des périmètres d'accès à la décision dans la production des connaissances mais aussi par l'appropriation de la force de travail locale, à travers des compensations et gratifications faibles ou inexistantes, et, au niveau idéologique, par la mise en avant de la responsabilisation des communautés dans la prise en charge de leurs problèmes au service d'une « citoyenneté active ». Si les recherches communautaires apparaissent comme un levier disciplinaire de production de sujets participatifs dociles et d'accumulation à moindre coût de connaissances, elles s'inscrivent également dans des stratégies de légitimation politique. Analysant un projet ministériel mexicain de conservation et d'amélioration des espèces de maïs, Étienne Gérard (2017) montre ainsi comment ce projet, initié et dirigé par la Commission nationale pour la connaissance et l'usage de la biodiversité, s'est fondé sur une hiérarchisation des objets de recherche et des savoirs, déterminée par les orientations politiques du système scientifique mexicain : ce dernier a donné la priorité aux savoirs agronomiques et à la dimension génétique visant la reproduction des espèces agricoles afin de répondre à un impératif opératoire de souveraineté alimentaire des Mexicains, invisibilisant les savoirs vernaculaires portés par les communautés rurales.

5. Conclusion

- 40 Si elle est loin d'être exhaustive, cette cartographie critique des recherches participatives permet toutefois de dresser les grands clivages et convergences entre les traditions et référentiels tout autant qu'elle permet de cerner les tensions, les frottements et les ambiguïtés traversant ces démarches. Diverses pistes de prolongement des travaux mentionnés peuvent être envisagées. D'un côté, on pourrait approfondir l'analyse du financement public et privé de ces recherches, non seulement pour mieux appréhender la fabrique des indicateurs et critères présidant à leur encadrement mais aussi pour observer comment la dimension économique (et la temporalité des financements) influe sur les répertoires organisationnels et les visées de ces recherches. D'un autre côté, l'investigation des formes de division sociale du travail de recherche pourrait prendre davantage en compte les intermédiaires, souvent

associatifs, jouant un rôle charnière dans le recrutement et l'implication des citoyens profanes ou usagers mais aussi conditionnant et/ou façonnant la politisation ou la dépolitisation des enjeux et des pratiques. À cet égard, de nombreux liens sont à tisser avec la littérature sur les mouvements sociaux et l'engagement militant ayant mis en exergue le rôle central des « entrepreneurs de mobilisation ». La question de la validation de ces recherches reste également une question vaste à défricher : l'approfondissement démocratique des recherches participatives semble devoir passer par leur capacité à garantir une confrontation et un croisement des régimes de validation, qui prenne en compte la pluralité des représentations, des univers culturels, des normes sociales et coutumières des participants (scientifiques, professionnels et profanes), tout en prêtant attention aux possibles formes d'essentialisation des groupes en catégories figées. Finalement, les recherches participatives recouvrent aujourd'hui une large gamme de processus de coproduction de savoirs, parfois informels, inscrits dans les milieux de vie, qui ne se labellisent pas comme tels. On pense en particulier à l'ensemble des mobilisations à bas bruit et discrètes, dans les quartiers populaires, mêlant habitants, universitaires et acteurs associatifs pour la défense du droit à la ville et de formes d'organisation plus solidaires et écologiques. Mettre la focale sur ces diverses dimensions permettrait de mieux appréhender en quoi les recherches participatives peuvent contribuer aux transitions démocratiques, écologiques et solidaires.

BIBLIOGRAPHIE

- Albrecht, L. G., Ravaud, J.-F., Stiker, H.-J., 2001, « L'émergence des disability studies : état des lieux et perspectives », *Sciences sociales et santé*, vol. 19, n° 4, p. 43-73.
- Anadón, M. (dir.), 2007, *La Recherche participative : multiples regards*, Presses de l'Université du Québec, Québec.
- Ander-Egg, E., 2003, *Repensando la investigación-acción participativa*, Grupo Editorial Lumen Hvmanitas, Buenos Aires.
- Anderson, E., 1995, « Feminist Epistemology: An Interpretation and a Defense », *Hypatia*, vol. 10, n° 3, p. 50-84.
- Angeli Aguiton, S., 2018, *La démocratie des chimères. Gouverner la biologie synthétique*, Le Bord de l'Eau, Paris.
- Argyris, C., Schon, J.W., 1978, *Organizational Learning*, Addison-Wesley.
- Arnoud, J., Falzon, P., 2013, « Changement organisationnel et reconception de l'organisation : des ressources aux capacités », *Activités*, p. 109-130.
- Arpin, I., Charvolin, F., Fortier, A., 2015, « Les inventaires naturalistes : des pratiques aux modes de gouvernement. Introduction », *Études rurales*, vol. 195, n° 1, p. 11-26.
- Avenier, M.J., Schmitt, C., 2007, *La construction de savoirs pour l'action*, L'Harmattan, Paris.

Bensaude-Vincent, B., 2013, « Technoscience », in Casillo, I., Barbier, R., Blondiaux, L., Chateauraynaud, F., Fourniau, J.-M., Lefebvre, R., Neveu, C., Salles, D. (dir.), *Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la participation*, Paris, GIS Démocratie et Participation, en ligne : <http://www.dicopart.fr/fr/dico/technoscience>.

Beresford, P., Campbell, J., 1994, « Disabled people, service users, user involvement and representation », *Disability & Society*, vol. 9, n° 3, p. 315-325.

Billaud, J.-P., Hubert, B., Vivien, F.-D., 2017 « Les recherches participatives : plus de science ou une autre science ? », *Natures Sciences Sociétés*, vol. 25, n° 4, p. 325-326.

Blangy, S., McGinley, R., Harvey, L. R., 2010 « Recherche-action participative et collaborative autochtone », *Téoros*, vol. 29, n° 1, en ligne : <http://journals.openedition.org/teoros/530>.

Blondiaux, L., Fourniau, J.-M., Mabi, C., 2016, « Chercheurs et acteurs de la participation : liaisons dangereuses ou collaborations fécondes ? », *Participations*, vol. 16, n° 3, p. 5-17.

Bœuf, G., Allain Y.-M., Bouvier M., 2012, « L'apport des sciences participatives à la connaissance de la biodiversité en France », *La Lettre de l'OCIM*, n° 144, p. 8-18.

Bonneuil, C., Demeulenaere, E., 2007, « Une génétique de pair à pair ? L'émergence de la sélection participative » in Charvolin, F., Micoud, A., Nyhart, L. K., *Les sciences citoyennes. Vigilance collective et rapport entre profane et scientifique dans les sciences naturalistes*, Éditions de l'Aube, 2007., p. 122-147.

Bonney, R., Cooper, C., Dickinson, J., Kelling, S., Phillips, T., Rosenberg, K., Shirk, J., 2009, « Citizen Science: A Developing Tool for Expanding Science Knowledge and Scientific Literacy », *BioScience*, vol. 59, n° 11, p. 977-984.

Brun, P., 2017, « Le croisement des savoirs dans les recherches participatives. Questions épistémologiques », *Vie sociale*, vol. 20, n° 4, p. 45-52.

Bussièrès, D., Fontan, J.-M., 2011, « La recherche partenariale : point de vue de praticiens au Québec », *Sociologies*, en ligne : <https://journals.openedition.org/sociologies/3670>.

Buytaert, W., Zulkafli, Z., Grainger, S., Acosta, L., Tilashwork, C. A., Bastiaensen, J., De Bièvre, B., Bhusal, J., Clark, J., Dewulf, A., Foggin, M., Hannah, D.M., Hergarten, C., Isaeva, A., Karpouzoglou, T., Pandeya, B., Paudel, D., Sharma, K., Steenhuis, T., Tilahun, S., Van Hecken, G., Zhumanova, M., 2014, « Citizen science in hydrology and water resources: opportunities for knowledge generation, ecosystem service management, and sustainable development », *Frontiers in Earth Science*, vol. 2, n° 26, p. 1-21.

Callon, M., Lascoumes, P., Barthe, Y., 2001, *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*, Le Seuil, Paris.

Carrel, M., 2020, « Vers une épistémologie post-pauvreté ? Le croisement des savoirs avec les personnes en situation de pauvreté », in Juan, M., Laville, J.-L., Subirats, J., *Du social business à l'économie solidaire. Critique de l'innovation sociale*, Érès, Toulouse, p. 261-282.

Carrel, M., Loignon, C., Boyer, S., De Laat, M., 2017, « Les enjeux méthodologiques et épistémologiques du croisement des savoirs avec les personnes en situation de pauvreté. Retours sur la recherche Équisanté au Québec », *Sociologie et sociétés*, vol. 49, n° 1, p. 117-140.

Charvolin, F., Micoud, A., Nyhart, L. (dir.), 2007, *Des sciences citoyennes ? La question de l'amateur dans les sciences naturalistes*, Éditions de l'Aube, Paris.

Charue-Duboc, F. (dir.), 1995, *Des savoirs en action. Sept cas de recherche en gestion*, L'Harmattan, Paris.

- Chevalier, J. M., Buckles, D.J., 2019, *Participatory Action Research: Theory and Methods for Engaged Inquiry*, Routledge, Abingdon-on-Thames.
- Chung, K., Lounsbury, D.W., 2006, « The role of power, process, and relationships in participatory research for statewide HIV/AIDS programming », *Social Science & Medecine*, n° 68, p. 129-140.
- Clot, Y., 2008, *Travail et pouvoir d'agir*, Presses universitaires de France, Paris.
- Collins, H., Evans, R., 2006, *Rethinking Expertise*, The University of Chicago Press, Chicago et Londres.
- Conrad, C.C., Hilchey, K.G., 2011, « A review of citizen science and community-based environmental monitoring: Issues and opportunities », *Environmental Monitoring and Assessment*, n° 176, p. 273-291.
- Contamin, J., Legris, M., Spruyt, É., 2017, « La participation de la société civile à la recherche en matière d'environnement : les citoyens face au double cens caché participatif », *Natures Sciences Sociétés*, vol. 25, n° 4, p. 381-392.
- Cram, F., Kennedy, V., 2010, « Researching with whanau collectives », *MAI Review*, n° 3, en ligne : <http://www.review.mai.ac.nz/mrindex/MR/issue/view/17/showToc.html>.
- Cram, F., McCreanor, T., Smith, L.T., Nairn, R., Johnstone, W., 2006, « Kaupapa Māori Research and Pākehā Social Science: Epistemological Tensions in a Study of Māori Health », *Hūlili: Multidisciplinary Research on Hawaiian Well-Being*, vol. 3, n° .1
- Creese, G., Frisby, W. (dir.), 2011, *Feminist community research: Case studies and methodologies*, University of British Columbia Press, Vancouver.
- Crozier, M., Friedberg, E., 1977, *L'acteur et le système*, Le Seuil, Paris.
- Cundill, G., Fabricius, C., 2009, « Monitoring in adaptive co-management: Toward a learning based approach », *Journal of Environmental Management*, vol. 90, n° 11, p. 3205-3211.
- D'Arripe, A., Routier, C., 2013, « Au-delà de l'opposition entre savoir profane et savoir expert: une triangulation des méthodes », *Recherches qualitatives*, Hors série n° 15, p. 221-233.
- Desgagné, S., 1997, « Le concept de recherche collaborative : l'idée d'un rapprochement entre chercheurs universitaires et praticiens enseignants », *Revue des sciences de l'éducation*, vol. 27, n° 2, p. 1-23.
- Dias da Silva, P., Heaton, L., Millerand, F., 2017, « Une revue de littérature sur la « science citoyenne » : la production de connaissances naturalistes à l'ère numérique », *Natures Sciences Sociétés*, vol. 25, n° 4, p. 370-380.
- Diaz, M., Simmons, R., 1999, « When is Research Participatory? Reflections on a Reproductive Health Project in Brazil », *Journal of Women's Health*, n° 8, p. 175-184.
- Demeulenaere, É., Goldringer, I., 2017, « Semences et transition agroécologique : initiatives paysannes et sélection participative comme innovations de rupture », *Natures Sciences Sociétés*, vol. 25, n° 4, p. 55-59.
- Demeulenaere, E., Rivière, P., Hyacinthe, A., Baltassat, R., Baltazar, S., Gascuel, J.-S., Lacanette, J., Montaz, H., Pin, S., Ranke, O., Serpolay-Besson, E., Thomas, M., Van Frank, G., Vanoverschele, M., Vindras-Fouillet, C., Goldringer, I., 2017, « La sélection participative à l'épreuve du changement d'échelle. À propos d'une collaboration entre paysans sélectionneurs et généticiens de terrain », *Natures Sciences Sociétés*, vol. 25, n° 4, p. 336-346.
- Dorlin, E., 2008, *Sexe, genre et sexualités*, Presses universitaires de France, Paris.

- Dubost, J., 1987, *L'Intervention psychosociologique*, Presses universitaires de France, Paris.
- Eyraud, B., Saetta, S., Taran, J., Cobbaut, J-P., 2018, « La participation des personnes en situation de handicap au débat démocratique : retours sur une démarche collaborative autour de la CDPH », *Participations*, vol. 22, n° 3, p. 109-138.
- Fals Borda, O., Brandão, C. R., 1986, *Investigación participativa*, Ediciones de la Banda Oriental, Montevideo.
- Fals Borda, O., Rahman M. A., 1991, *Action and Knowledge: Breaking the Monopoly with Participatory Action-Research*, Apex Press, New York.
- Ferrand, C. (dir.), 2008, *Le croisement des pouvoirs. Croiser les savoirs en formation, recherche, action*, Éditions de l'Atelier et Éditions Quart Monde, Paris.
- Flicker, S., 2005, *Critical Issues in Community Based Participatory Research in Public Health Sciences*, University of Toronto, Toronto.
- Flores Espínola, A., 2012, « Subjectivité et connaissance : réflexions sur les épistémologies du "point de vue" », *Cahiers du genre*, vol. 53, n° 2, p. 99-120.
- Fontan, J.-M., 2010, « Recherche partenariale en économie sociale : analyse d'une expérience novatrice de coproduction des connaissances », *La Revue de l'innovation dans le secteur public*, vol. 15, n° 3, p. 1-17.
- Fontan, J.-M., Klein J-L., Bussièrès D., 2014, *Le défi de l'innovation sociale partagée : savoirs croisés*, Presses de l'Université du Québec, Québec.
- Foucart, J., Marynowicz-Hetka, E., 2018, « La recherche participative : un travail de l'entre-deux », *Pensée plurielle*, vol. 48, n° 2, p. 7-10.
- Fricke, M., 2007, *Epistemic Injustice*, Oxford University Press, Oxford.
- Gaulejac, V. de, Hanique, F., Roche, P., 2007, *La sociologie clinique*, Érès, Toulouse.
- Gérard, É., 2017, « Savoirs fabriqués. La construction politique et sociologique des savoirs au prisme d'un projet mexicain d'étude sur le maïs », *Autrepart*, vol. 81, n° 1, p. 173-195.
- Gillet, A., Tremblay, D-G. (dir.), 2017, *Les recherches partenariales et collaboratives*, Presses de l'Université du Québec, Québec.
- Godrie, B., 2017, « Rapports égalitaires dans la production des savoirs scientifiques. L'exemple des recherches participatives en santé mentale », *Vie sociale*, vol. 20, n° 4, p. 99-116.
- Godrie, B., 2018, « Expérimentation pionnière et monopoles professionnels. Les obstacles au partage du pouvoir décisionnel », *Vie sociale*, n° 23-24, p. 99-114.
- Greenwood, D.J., Levin, M., 2007, *Introduction to Action Research*, SAGE Publications, Thousand Oaks.
- Haas, P., 1992, « Introduction: Epistemic communities and international policy coordination », *International Organization*, vol. 46, n° 1, p. 1-35.
- Haklay, M., 2015, *Citizen science and policy: A European perspective*, Woodrow Wilson International Center for Scholars, Washington (DC).
- Haraway, D., 1988, « Situated Knowledges: The Science Question in Feminism and the Privilege of Partial Perspective », *Feminist Studies*, vol. 14, n° 3, p. 575-599.
- Harding, S., 1986, *The Science Question in Feminism*, Cornell University Press, Ithaca & London.
- Herreros, G., 2009, *Pour une sociologie d'intervention*, Érès, Toulouse.

- Herreros, G., 2012, *La violence ordinaire dans les organisations. Plaidoyer pour des organisations réflexives*, Érès, Toulouse.
- Herreros, G., 2015, « Chapitre 31. RAC : Résistance et action collective », in *Les chercheurs ignorants, Les recherches-actions collaboratives. Une révolution de la connaissance*, Presses de l'EHESP, p. 268-276.
- Holkup, P.A., Tripp-Reimer, T., Salois, E.M., Weinert, C., 2004, « Community-based participatory research: an approach to intervention research with a Native American community », *ANS. Advances in nursing science*, vol. 27, n° 3, p. 162-175.
- Houllier, F., Merilhou-Goudard, J.-B., 2016, « Les sciences participatives en France. État des lieux, bonnes pratiques et recommandations », Rapport, INRA.
- Irwin, A., 1995, *Citizen Science: A Study of People, Expertise and Sustainable Development*, Psychology Press, Hove.
- Israel, B.A., Coombe, C. M., Cheezum, R. R., Schulz, A. J., McGranaghan, R. J., Lichtenstein, R., Reyes, A. G., Clement, J., Burris, A., 2010, « Community-based participatory research: a capacity-building approach for policy advocacy aimed at eliminating health disparities », *American Journal of Public Health*, vol. 100, n° 11, p. 2094-2102.
- Jaeger, M., 2017, « Les nouvelles formes de participation des personnes accompagnées dans les instances de gouvernance et dans les formations », *Vie sociale*, vol. 19, n° 3, p. 13-25.
- Janes, J.E., 2016, « The “Will to Participate”: Governmentality, power, and community-based participatory research », *Intersectionalities*, vol. 5, n° 1, p. 110-125.
- Jankowski, F., Le Marec, J., 2014, « Légitimation des savoirs environnementaux dans un programme de recherche participative au Sénégal », *Natures Sciences Sociétés*, vol. 22, n° 1, p. 15-22.
- Joly, P.-B., Martinand, J.-L., Millier, C., 2012, « Sciences/Société : une relation évincée ? », *Natures Sciences Sociétés*, vol. 20, n° 4, p. 393-394.
- Kleiche-Dray, M., 2017, « Les savoirs autochtones au service du développement durable », *Autrepart*, vol. 81, n° 1, p. 3-20.
- Koenig, G., 2006, « L'apprentissage organisationnel : repérage des lieux », *Revue française de gestion*, n° 160, p. 293-306.
- Lapassade, G., Lourau, R., 1971, *Clefs pour la sociologie*, Seghers, Paris.
- Les chercheurs ignorants, 2015, *Les recherches-actions collaboratives : une révolution de la connaissance*, Presses de l'EHESP, Rennes.
- Lewin, K., 1948, *Resolving social conflicts*, Harper and Row Publishers, New York.
- Lyet, P., 2011, « La recherche participative : une méthodologie au bénéfice des acteurs du champ social » in Noguès, H. (dir.), *Le travail social et ses formations à l'épreuve des territoires*, Presses de l'EHESP, Rennes, p. 199-218.
- Mathieu, D., 2015, « Opportunités et dynamique des programmes de science participative », *La Lettre de l'OCIM*, n° 144, p. 25-32.
- Minkler, M., 2005, « Community-Based Research Partnerships: Challenges and Opportunities », *Journal of Urban Health: Bulletin of the New York Academy of Medicine*, vol. 82, n° 2.
- Moneyron, A., Lallemand, J.F., Schmitt, C., Perrin, M., Soustre-Cagougnolle, I., Masson J. E., 2017, « Linking the knowledge and reasoning of dissenting actors fosters a bottom-up design of

agroecological viticulture », *Agronomy for Sustainable Development*, vol. 37, n° 41, en ligne : <https://link.springer.com/article/10.1007/s13593-017-0449-3>.

Moreno, J. L., 1987, *Psychothérapie de groupe et psychodrame*, Presses universitaires de France, Paris.

Oddone, I., Re, A., Briante, G., 1981, *Redécouvrir l'expérience ouvrière. Vers une autre psychologie du travail ?*, Éditions sociales, Paris.

Olivier de Sardan, J.-P., 1990, « Populisme développementiste et populisme en sciences sociales : idéologie, action, connaissance », *Cahiers d'études africaines*, n° 120, p. 475-492.

Pallez, F., 2014, « La recherche partenariale est-elle soluble dans les politiques publiques de recherche ? », *Annales des Mines - Réalités industrielles*, février 2014, p. 10-15.

Pessis, C., Angeli Aguiton, S., 2015, « Entre occultation volontaire et régulation publique : les petites morts de la critique radicale des sciences », *Écologie & politique*, vol. 51, n° 2, p. 93-105.

Petiau, A., Pourtau, L., 2011, « Regard sur la participation de populations marginalisées à la recherche-action. Le cas des squatteurs en Île-de-France », *Revue Interventions économiques*, n° 43, en ligne : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/1375>.

Robin, P., 2012, « L'évaluation de la maltraitance en tension : l'exemple de la définition participative d'un référentiel », *La revue internationale de l'éducation familiale*, vol. 31, n° 1, p. 123-141.

Robin, P., Mackiewicz, M-P., Goussault, B., Delcroix, S., 2015, « Une recherche par les pairs pour renouveler les formes de connaissance en contexte de disqualification », in *Les chercheurs ignorants* (dir.), *Les recherches-actions collaboratives. Une révolution de la connaissance*, Presses de l'EHESP, Rennes, p. 138-146.

Rullac, S., 2018, « Recherche Action Collaborative en travail social : les enjeux épistémologiques et méthodologiques d'un bricolage scientifique », *Pensée plurielle*, vol. 48, n° 2, p. 37-50.

Rurka, A., Rousseau, P., 2018, « Production des connaissances sur les processus participatifs comme finalité de la recherche », *Pensée plurielle*, vol. 48, n° 2, p. 61-76.

Sainsaulieu, R., 1987, *Sociologie de l'organisation et de l'entreprise*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques et Dalloz, Paris.

Schön, D., 1997, *Le Praticien réflexif : à la recherche du savoir caché dans l'agir professionnel*, Éditions Logistiques, Montréal.

Schwartz, Y., 1998, *Reconnaissances du travail. Pour une approche ergologique*, Presses universitaires de France, Paris.

Seferdjeli, L., Stroumza, K., 2017, « Pertinence et positionnement de l'analyse du travail comme théorie et méthode pour l'étude de la recherche partenariale », in Gillet, A., Tremblay, D.-G., *Les recherches partenariales et collaboratives*, Presses de l'Université du Québec, Québec.

Smith, T. L., 1999, *Decolonizing Methodologies: Research and Indigenous Peoples*, Zed Books et University of Otago Press, Londres et Dunedin.

Sousa Santos, B. de, 2016, *Épistémologies du Sud. Mouvements citoyens et polémique sur la science*, Desclée de Brouwer, Paris.

Sweeney, A., Beresford, P., Faulkner, A., Nettle, M., Rose, D. (dir.), 2009, *This is survivor research*, PCCS Books, Ross-on-Wye.

Tengö, M., Brondizio, E., Elmqvist, T., Malmer, P., Spierenburg, M., 2014, « Connecting diverse knowledge systems for enhanced ecosystem governance: The multiple evidence base approach », *Ambio*, vol. 43, n° 5, p. 579-591.

Touraine, A., 1978, *La voix et le regard*, Le Seuil, Paris.

Van Campenhoudt, L., Franssen, A., Cantelli, F., 2009, « La méthode d'analyse en groupe », *SociologieS*, en ligne : <http://journals.openedition.org/sociologies/2968>.

Visvanathan, S., 1997, *A Carnival for Science: Essays on Science, Technology and Development*, Oxford University Press, London.

Wallcraft, J., Schrank, B., & Amering, M. (dir.), 2009, *World Psychiatric Association: Approaches to practice and research series. Handbook of service user involvement in mental health research*, Wiley-Blackwell, Hoboken.

Wenger, E., 1998, *Communities of practice: Learning, meaning, and identity*, Cambridge University Press, Cambridge.

Zimmermann, B. (dir.), 2004, *Les sciences sociales à l'épreuve de l'action. Le savant, le politique et l'Europe*, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, Paris.

Zimmermann, B., 2011, *Ce que travailler veut dire. Une sociologie des capacités et des parcours professionnels*, Economica, Paris.

NOTES

1. Nous restituons ici des réflexions collectives déployées au sein du groupe de pairs « chercheurs » de « l'Espace collaboratif Croiser les savoirs avec toutes », issu d'une convention entre le CNRS, ATD Quart Monde et le CNAM (<https://www.participation-et-democratie.fr/croiser-les-savoirs-avec-toutes>).
2. Organismes génétiquement modifiés.
3. En agroécologie, la sélection participative est une pratique d'amélioration génétique des plantes par laquelle les agriculteurs, les chercheurs et les associations créent de nouvelles variétés de semences adaptées aux besoins des paysans et à l'urgence environnementale, dans une perspective de durabilité et d'autonomie des écosystèmes.
4. Virus de l'immunodéficience humaine.

RÉSUMÉS

Nébuleuse aux contours mouvants, les recherches participatives connaissent un succès grandissant. Cet état de l'art constitue une cartographie critique des clivages et convergences entre les différentes traditions et approches de recherches participatives, en interrogeant, plus particulièrement, les rapports des recherches participatives au politique. Deux échelles d'analyse sont explorées : les relations de pouvoirs dans la division sociale du travail de recherche et dans le rapport aux institutions, entre reconnaissance et injonction. Cet article souligne un défi majeur : celui de se distancer des approches pacifiées et consensuelles des recherches

participatives, les appréhendant comme des partenariats vertueux entre sphères académique, professionnelle et citoyenne. L'investigation des débats théoriques permet de distinguer trois formes idéal-typiques : les recherches participatives radicales, caractérisées par la lutte contre la hiérarchie des pouvoirs et des savoirs dans le sillage des épistémologies critiques ; les recherches collaboratives et partenariales, renvoyant à une coopération réflexive visant la co-production de savoirs « actionnables » ; les recherches participatives fonctionnelles et instrumentales, caractérisant les sciences citoyennes dans le champ de la gouvernance des risques et de la biodiversité et s'inscrivant dans une perspective à la fois de vigilance et de surveillance collective et d'acculturation aux normes scientifiques conventionnelles.

Participatory research is on the rise. This state of the art proposes a critical mapping of the convergences and cleavages between the different traditions and approaches of participatory research, in particular by questioning the relationship between participatory research and politics. It explores two axes of analysis: between recognition and injunction, the power relationships in the social division of research and in relation to institutions. This article focuses on a major challenge: the need to depart from pacified and consensual approaches of participatory research, and to understand them as virtuous partnerships between academic, professional and citizen spheres. The exploration of theoretical debates allows us to discern three ideal-typical forms: radical participatory research, characterized by the fight against the hierarchy of knowledge and powers, in the wake of critical epistemologies; collaborative research, referring to a reflexive cooperation oriented toward the co-production of actionable knowledge; and functional and instrumental research characterizing citizen science in the field of risk and biodiversity governance, and falling within a perspective both of collective vigilance and monitoring and of acculturation to conventional scientific standards.

INDEX

Mots-clés : Recherche participative, Recherche-action, Politique, Co-production des savoirs, Science citoyenne, Épistémologie, Division du travail

Keywords : Participatory Research, Action Research, Politics, Coproduction of Knowledge, Citizen Science, Epistemology, Division of Labour

AUTEUR

MAÏTÉ JUAN

Laboratoire interdisciplinaire pour la sociologie économique (LISE), UMR 3320 CNRS et CNAM
Conservatoire national des arts et métiers, 1LAB40

2, rue Conté, 75003 Paris, France

maite.juan[at]lecnam.net